



PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture  
Direction des Libertés Publiques

**ARRÊTÉ**

n° 2011-DLP/BUPE-433 du 28 NOV. 2011

**mettant en demeure la société MEPHISTO à SARREBOURG de respecter les dispositions de l'article 30 alinéa 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998**

Vu le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.511-1 et L.514-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi que de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier son article 30 alinéa 27 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté DCTAJ-2011-110 du 14 juin 2011 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 95-AG/2-365 du 17 juillet 1995 autorisant la société MEPHISTO à exploiter un entrepôt de manufacture de chaussures à Sarrebourg ;

Vu les résultats des campagnes de mesures des rejets atmosphériques canalisés présentés dans les plans de gestion des solvants simplifiés 2008, 2009 et 2010 concernant les rejets de COV ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 8 novembre 2011 ;

Considérant que, malgré la substitution de certaines colles solvantées par des produits moins solvantés les rejets de COV sont toujours supérieurs à la valeur limite de 25 g/paire imposée par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;

Considérant que les prescriptions de l'article 30 alinéa 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ne sont pas respectées ;

Considérant que les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, à savoir notamment l'environnement, la santé et la sécurité publique, sont menacés par le non respect de cet article ;

Considérant qu'en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, il y a lieu de mettre la Société MEPHISTO en demeure de respecter les prescriptions de cet article ;

Considérant que l'exploitant a reçu copie du rapport de l'inspection des installations classées en date du 8 novembre 2011 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

## ARRETE

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La Société MEPHISTO, dont le siège social est situé à SARREBOURG, route de Sarreguemines, est mise en demeure de respecter, sous un délai d'un an, les dispositions de l'article 30 alinéa 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 à compter de la publication du présent arrêté.

### **Article 2 :**

En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures de sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement (livre V, titre 1).

### **Article 3 :**

En vertu des dispositions du décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

### **Article 4:**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de SARREBOURG, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de SARREBOURG où est implantée la société.

LE PREFET,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,



Olivier du CRAY